



---

*Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn*

---

# **REPUBLIQUE DU SENEGAL**

## **AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)**

### **AGENCE NATIONALE DE L'AQUACULTURE (ANA)**

#### **REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2013**

#### **RAPPORT FINAL**

**(juillet 2015)**



Dakar, le 31 juillet 2015

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics (ARMP)  
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber  
Dakar**

**Monsieur le Directeur Général,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier et technique des marchés conclus par l'Agence Nationale de l'Aquaculture (ANA) pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par l'Agence Nationale de l'Aquaculture (ANA) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IIA) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

## 1. Réserves

- a) l'examen de la procédure d'appel d'offres ouvert portant sélection d'un prestataire pour la fourniture de véhicules (en deux lots), attribuée respectivement à **CFAO MOTORS SENEGAL pour le Lot N° 1** pour un montant de **54.880.000 F CFA TTC** et à la **SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE** pour le Lot N° 2 pour un montant de **43.765.020 F CFA TTC** a permis de relever les non-conformités ci-après :
- un délai de trois (3) jours a été accordé aux candidats pour compléter les pièces administratives manquantes ; nous précisons que quand bien même l'Autorité Contractante est fondé »e à fixer un tel délai, elle est tenue de prendre en compte les pièces administratives produites après ledit délai dès lors qu'elles ont été transmises pendant le délai imparti à la Commission des Marchés pour prononcer l'attribution conformément à l'article 44.3 du CMP;
  - l'Autorité Contractante n'a publié l'avis d'attribution définitive du marché que le 07 janvier 2014 soit près de deux mois après la notification du marché qui a eu lieu le 12 novembre 2013. Il s'agit d'une entorse aux dispositions de l'article 85 du CMP aux termes duquel, cette publication doit intervenir dans les quinze (15) jours qui suivent la notification du marché ;
  - l'examen des deux contrats a permis de noter qu'ils ont été respectivement approuvés par le Président du Conseil d'Administration pour le Lot N° 1 et le Directeur Général pour le Lot N° 2, l'Autorité Contractante ayant considéré, à tort, que les seuils d'approbation sont appréciés par lot. Nous précisons, qu'au regard des dispositions de l'article 54 du CMP, le calcul des seuils doit être effectué, pour les marchés allotis, par rapport à la valeur globale des lots et non au regard de la valeur de chaque lot pris individuellement. Les deux marchés auraient par conséquent dû être approuvés par le Président du Conseil d'Administration conformément aux dispositions de l'article 29 du CMP.
- b) l'examen de la procédure de **DRP F-DAF-015** portant sélection d'un prestataire pour la couverture d'assurance maladie du personnel de l'Agence Nationale d'Aquaculture, attribuée à **ASKIA ASSURANCES** pour un montant de **25.739.700 F CFA**, a permis de relever les non-conformités ci-après :
- l'examen du cahier des clauses techniques du Dossier d'Appel à la Concurrence a permis de noter des insuffisances dans la définition des besoins. A titre d'illustration, nous avons relevé que les plafonds de garantie souhaités par l'Autorité Contractante pour certains risques pris individuellement ne sont pas précisés. Il s'agit par exemple d'indiquer dans le DAC, en plus du plafond annuel par assuré, les plafonds pour la dentisterie, l'optique, l'accouchement simple, l'accouchement gémellaire, l'accouchement chirurgical, l'hospitalisation... C'est par rapport à ces éléments que la comparaison des offres peut être faite de

manière pertinente sur la base de critères préalablement annoncés. En outre, le montant de la franchise n'est pas précisé et l'existence ou la suppression du délai de carence ne sont pas précisées non plus ;

- l'examen du projet de contrat figurant dans le DAC a permis de noter que la date d'entrée en vigueur du marché y est fixée à la date d'approbation, alors que c'est plutôt la date de notification du marché qui indique sa date d'entrée en vigueur laquelle notification intervient après l'approbation ;
- nous avons également noté que les clauses relatives aux pénalités de retard sont mal formulées. En effet, lesdites clauses ne peuvent se concevoir que dans un système de remboursement, alors que le système de fonctionnement de la police d'assurance en l'espèce est le tiers-payant, par lequel l'assureur délivre des cartes d'identification individuelles à chaque bénéficiaire qui aura accès aux services des prestataires affiliés à son réseau ;
- l'examen du dossier de marché a permis de noter que cinq (5) candidats ont été invités à soumissionner et que le dossier comprend des lettres d'agrément prouvant l'inscription de certains des candidats présélectionnés dans la base de données fournisseurs de l'ANA, constituée sur la base d'une simple lettre du Directeur Général, faisant suite à une demande d'agrément, alors que les critères d'inscription dans la base de données doivent être clairement indiqués et mis en œuvre par une commission régulièrement constituée pour la mise à jour régulière de ladite base de données ;
- l'examen du procès-verbal d'ouverture des plis a permis de noter qu'il ne comprend pas un tableau récapitulatif listant l'ensemble des pièces qui ont été demandées ; il se limite à indiquer que tel soumissionnaire a fourni telle pièce ou tel autre ou doit renouveler telle autre pièce sans donner d'indications sur la date limite de validité de chaque pièce incriminée. Ce faisant, il est difficile d'apprécier, sur la base des informations consignées dans le procès-verbal d'ouverture des plis, la pertinence ou non de la demande de renouvellement de certaines pièces. Rappelons que les conditions de vérification de la validité des pièces administratives requises aux termes des dispositions des articles 43 et 44 du CMP sont précisées dans l'article 45 dudit CMP ;
- l'examen du rapport d'évaluation a permis de noter que :
  - le tableau récapitulatif des spécifications techniques au titre de la conformité de l'offre, comprend essentiellement des critères de qualification. De ce fait, l'offre de CNART a ainsi été écartée à tort puisque des critères de qualification ne peuvent être retenus pour l'évaluation des offres ;
  - l'offre d'ASKIA a été retenue tandis que celle de SALAMA a été rejetée au motif que ce dernier ne serait conforme pour le critère relatif aux prestataires agréés que pour une région alors que ASKIA l'est pour sept régions, COLINA

pour douze régions et NSIA pour treize régions. Il y'a manifestement rupture du principe d'égalité de traitement des candidats. L'écart par rapport au nombre de régions non couvertes est à notre avis significatif et devrait entraîner la non-conformité pour l'essentiel. Nonobstant la rupture du principe d'égalité de traitement des soumissionnaires, il y'a lieu de s'interroger sur la pertinence de ce critère car un mix de tiers-payant et de système de remboursement peut être envisagé pour permettre à ceux qui sont dans des zones reculées d'avoir accès à des services de santé de manière plus flexible ;

- des corrections d'erreurs arithmétiques ont été apportées à l'offre financière de COLINA sans pour autant que le rapport d'évaluation n'indique les postes sur lesquels lesdites erreurs ont été identifiées et comment les corrections ont été effectuées ; dans un souci de transparence, les justifications des corrections apportées aux offres des soumissionnaires doivent être consignées dans le rapport d'évaluation. A l'examen des offres, il apparaît que ces corrections résultent du fait que COLINA a compté et facturé les enfants majeurs dans la catégorie des enfants mineurs et non dans celle des adultes. Contrairement à ce qui est indiqué dans le rapport d'analyse, il ne s'agit pas d'une correction d'erreur arithmétique mais de l'ajustement d'une offre pour la rendre conforme au DAC, ce qui n'est pas du ressort de la Commission d'Analyse et d'évaluation et constitue une violation du principe d'intangibilité des offres ;
- le rapport d'évaluation a fait une recommandation d'attribution du marché à ASKIA ASSURANCE qui a proposé l'offre classée la moins-disante conforme pour l'essentiel aux spécifications techniques, sous réserve de conclure des contrats de prestations avec des services médicaux dans les régions de Fatick, Sédhiou et Kolda. La Commission d'Evaluation outrepassa ses prérogatives ; elle doit se limiter à analyser, évaluer et classer les offres ;
- nous avons noté dans le procès-verbal d'attribution que la Commission des Marchés a proposé l'attribution du marché à ASKIA ASSURANCE pour un montant de 25.739 700 FCFA TTC en indiquant que ledit soumissionnaire a proposé l'offre conforme pour l'essentiel aux spécifications techniques, évaluée la moins-disante et réunissant les critères de qualification. Cette conclusion ne reflète pas fidèlement le contenu du rapport d'évaluation qui recommandait la signature de contrats avec des services médicaux dans trois régions ;
- l'examen du dossier de marché a permis de noter que les lettres d'information des candidats non retenus ne mentionnent pas les motifs du rejet et qu'aucune d'elle n'a été transmise à son destinataire. Ce manquement aux prescrits de l'article 78.2 du CMP et de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, est de nature à priver les candidats évincés de leur droit d'exercer un recours éventuel ;

- nous avons noté que la lettre de notification est datée du 4 juin 2013 alors que l'accusé de réception mentionne le 4 mai 2013. Il convient de veiller à la cohérence des informations mentionnées dans les documents de la passation des marchés ;
- nous avons également noté que lors de la notification d'attribution, l'ANA, suivant les recommandations du rapport d'évaluation, avait demandé à ASKIA d'agréer des structures médicales et des pharmacies dans les régions de Fatick, Kolda et Sédhiou requête à laquelle ASKIA ASSURANCE a accédé. En procédant ainsi, l'ANA a violé le principe d'égalité de traitement des candidats et le principe d'intangibilité des offres car il s'est agi de rendre l'offre d'ASKIA conforme aux exigences du DAC ;
- l'examen du contrat a permis de noter qu'il comprend un modèle de calcul d'un coefficient d'actualisation qui ne figurait pas dans le contrat annexé au DAC. Il s'y ajoute que, ni les taux de pondération, ni les indices retenus ne sont précisés dans le DAC et dans le contrat. Il y'a lieu d'être précis dans le DAC dans la définition des modalités d'actualisation des offres entre la date limite de validité des offres et la date de démarrage des prestations.

c) l'examen de la procédure de **Demande de Renseignements et de Prix N° 476/MEDD/ANA/DG/as, relative à la sélection d'un fournisseur pour l'acquisition de deux unités de fabrique d'aliment de poisson**, attribuée à **SOPPRODEL**, pour un montant de **12.036.000 F CFA**, a permis de noter les non conformités ci-après :

- l'analyse du rapport d'évaluation a permis de relever que par lettre du 18 septembre 2013, la Société PRODHAM THIEMA a apporté des modifications sur son offre financière. Cette formulation traduit une rupture du principe d'intangibilité des offres et une violation des dispositions de l'article 69 du CMP qui proscrie toute modification des prix en dehors de la correction des erreurs purement arithmétiques découvertes au cours de l'examen des offres ;
- la transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication, n'a pas été effectuée, en violation des dispositions de l'article 78-3-b) du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011, portant Code des Marchés Publics.

d) l'examen de la procédure de **Demande de Renseignements et de Prix N° 486/MEDD/ANA/DG/SPM/as, portant sélection d'un prestataire pour la fourniture d'équipements pour dix (10) parcs ostréicoles**, attribuée à **ABF DISTRIBUTION**, pour un montant de **7.298.300 F CFA**, a permis de noter les non conformités ci-après :

- nous avons noté que l'examen préliminaire des offres a été fait sur la base de la fourniture par les soumissionnaires, de la lettre de soumission, du Bordereau de Quantité et du projet de Contrat. Une telle démarche n'est pas aux dispositions de l'article 68 du CMP qui prescrit plutôt la vérification de la recevabilité des candidatures au regard de l'article 43 et des pièces mentionnées à l'article 44 du CMP ;

- l'examen du rapport d'évaluation a permis de noter qu'après avoir déclaré l'offre d'ABF DISTRIBUTION conforme et l'avoir recommandée à l'attribution, le comité technique a demandé à ladite société, un complément d'informations relatives à la précision du nombre de bottes pour chaque pointure proposée. Cette démarche assimilable à une demande d'éclaircissement, aurait dû être entreprise en cours d'évaluation et non après avoir fait une recommandation d'attribution. Sous ce rapport, la société ABF DISTRIBUTION a été déclarée attributaire du marché, alors que la conformité de son offre n'a pas été établie, son offre n'étant pas exhaustive. Ceci est constitutif d'une rupture du principe d'égalité de traitement des candidats et peut entraîner l'annulation de la procédure, à la requête de toute personne intéressée à son bon déroulement ;
- nous avons noté que le candidat non retenu n'a accusé réception de la lettre d'information du rejet de son offre, que dix (10) jours après son émission. Il convient de rappeler que cette information est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure, exigée par l'article 78 du CMP et la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, en ce qu'elle permet audit candidat de pouvoir exercer, le cas échéant son droit de recours ;
- la transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication, n'a pas été effectuée, en violation des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011, portant Code des Marchés Publics.

**e) l'examen de la Demande de Renseignements et de Prix N° 485/MEDD/ANA/DG/SPM/as, relative à l'Acquisition d'équipements pour le bassin de dégorgement de JOAL, attribuée à EATS SARL, pour un montant de 3.525.479 F CFA, a permis de relever plusieurs non conformités :**

- l'examen du rapport d'évaluation a permis de noter que l'offre d'E.A.T.S Sarl n'avait pas pris en compte les 100 cageots requis dans le bordereau des quantités annexé au DAC. En poursuivant l'évaluation de cette offre, la Commission des Marchés a de facto considéré que cette omission n'était pas substantielle et n'altérerait pas la consistance de l'offre. Elle a ainsi procédé à l'ajustement de l'offre d'EATS sur la base du prix le plus élevé proposé par le second candidat (ETABLISSEMENT TIVAOUANE ELECTRIQUE) pour cet article (5 000 F CFA par cageot). A notre avis, cette omission est substantielle puisque sa contre-valeur est supérieure à la marge de fluctuation de + ou - 15% généralement admise dans les DAC au regard du montant auquel le marché a été attribué ; il s'y ajoute que dans le cas d'un marché à prix global et forfaitaire, le prix des articles omis est censé être compris dans les prix des autres articles. Ainsi, l'ajustement opéré par la Commission des Marchés n'est pas justifiée.
- l'Autorité Contractante ne s'est pas conformée à son obligation de transmission des informations relatives à l'attribution de cette DRP à la DCMP pour



publication d'un avis d'attribution dans le site des marchés publics conformément aux dispositions de l'article 78-3-b) du CMP.

- le contrôle de l'exécution du marché a permis de noter qu'il a fait l'objet d'un ajournement par lettre en date du 18 novembre 2013 suite à l'incapacité, pour le titulaire du marché, de livrer les pompes saumâtres immergées de 10 mètres-cubes heures de type solaire requises dans le Dossier d'Appel à la Concurrence. Nous avons noté par ailleurs que l'offre du titulaire qui a été retenue par la Commission des Marchés porte plutôt sur des pompes de type classique en lieu et place des pompes immergées ci-avant mentionnées. Au regard de cette divergence majeure, l'offre d'EATS aurait dû être rejetée au stade de l'examen préliminaire et non admise pour examen détaillé. Par ailleurs, la décision d'ajournement prise par la Personne Responsable des Marchés constitue une violation des dispositions de l'article 130 du CMP qui indique que l'ajournement doit être la résultante d'un manquement de l'Autorité Contractante à ses obligations rendant le démarrage ou la poursuite de l'exécution du marché par le titulaire impossible.

f) l'examen de la Demande de renseignements et de prix N° **347/MEDD/ANA/DG/SPM/as**, portant sélection d'un prestataire pour la **réalisation des travaux de réhabilitation du Hangar et du laboratoire de l'écloserie de Richard-Toll** attribuée à **EKMB**, pour un montant de **11 481 660 F CFA TTC avec un avenant d'un montant de 3 766 560 F CFA TTC**, a permis de noter les non-conformités ci-après :

- l'examen du dossier de marché a permis de noter que l'offre de l'Entreprise MAOUDO ET FRERES a été déclarée non conforme et écartée, le soumissionnaire ayant mentionné dans son offre dans la rubrique désignée dans le DAC « Démolition du pan de mur pour extension du Laboratoire, Carrelage de paillasse sur 6 m » l'intitulé « Démolition du Pan de mur pour extension du laboratoire, carrelage et jambage de paillasse sur 6 cm ». Il s'agit manifestement d'une erreur matérielle (le centimètre a été écrit en lieu place du mètre) qu'une demande de clarification aurait permis de corriger sans risque de déroger au respect du principe d'intangibilité des offres. En éliminant ce soumissionnaire pour ce motif, l'Autorité Contractante a exclu le candidat ayant proposé l'offre la moins disante qui était conforme sur tous les autres points ; le principe d'économie doit être pris en compte dans la prise de décision.
- la transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication, n'a pas été effectuée, en violation des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011, portant Code des Marchés Publics.

g) l'examen de la Demande de renseignements et de prix N° **472/MEDD/ANA/DG/SPM/as**, relative aux **travaux de réhabilitation des stations piscicoles de Richard-Toll (Lot 1) et du Pont Emile Badiane de Ziguinchor** attribuée



à l'entreprise **TINE ET FRERES**, pour un montant de **4.624.161 F CFA TTC**, a permis de relever les non conformités ci-après :

- l'examen du procès-verbal d'attribution du marché a permis de noter que la commission des marchés a déclaré le lot 2 sans suite, du fait de l'écart important noté entre le montant de l'offres du soumissionnaire (24.935.878 F CFA) et la valeur estimée du marché (13.000.000 F CFA, inscrit au PPM). Cependant, l'avis de la DCMP n'a pas été requis, en violation de l'article 65 du CMP.

## **2) Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux**

- a) le justificatif de la transmission du PV d'ouverture des plis, aux soumissionnaires, pour nous assurer que l'autorité contractante s'est conformée à l'article 67.4 du CMP, les lettres d'informations adressées aux attributaires des marchés, chacun pour le lot dont il n'a pas été retenu conformément à l'article 78.2 du CMP et les attestations de restitution des garanties de soumission des candidats non retenus, pour nous assurer du respect de l'article 83.3 du CMP, ainsi que les supports de publication des attributions provisoires et définitives, pour nous assurer du respect des dispositions des articles 83 et 85 du CMP, de **l'appel d'offres portant Acquisition de véhicules (en deux lots)**, attribué à **CFAO MOTORS SENEGAL (lot 1)** pour un montant de **54.880.000 F CFA TTC** et à **LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE (lot 2)** pour un montant de **43.765.020 F CFA TTC**, n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis, entraînant une limitation à notre étude ;
- b) le justificatif de la transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication sur le site des Marchés Publics, de la quasi-totalité des DRP, n'est pas versé dans les dossiers qui nous ont été remis, pour nous permettre de nous assurer que l'autorité contractante s'est conformée aux dispositions de l'article 78.3.b du CMP, entraînant également une limitation à notre étude ;

A notre avis, au regard des points évoqués ci – avant, notre avis est que l'ANA s'est conformée de manière moyennement satisfaisante aux procédures de passation et d'exécution des marchés, et aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le Code des Marchés Publics.

**Ibra Guèye**  
**Associé**

## SOMMAIRE

	Pages
Lexique des abréviations et sigles	11
1 Contexte et Objectifs de la mission	12
1.1 Contexte	13
1.2 Objectifs de la mission et étendue des travaux à effectuer	13
2. Environnement des marchés publics	18
3. Synthèse de la revue	20
3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés	21
3.1.1 Présentation de l'ANA	21
3.1.2 Commission des marchés (composition, charte de transparence et d'éthique en matière de MP)	21
3.1.3 Cellule de Passation des Marchés	22
3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel	22
3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés	22
3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés	22
3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés	22
3.1.6 Archivage des dossiers	23
3.1.7 Autres	
3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés	23
3.2.1 Echantillon	23
3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée	25
3.2.3 Marchés conclus par AOO	26
3.2.3.1 Marchés inférieurs aux seuils de la DCMP	26
3.2.4 Marchés conclus par DRP	31
3.2.5 Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP	52
3.3 Constats relatifs à l'exécution financière	53
3.4 Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique)	54
3.4.1 Sélection	54
3.4.2 Travaux effectués	54
3.4.3 Résultats	54
4. Synthèse des non conformités et recommandations	55
5. Suivi des recommandations antérieures	66
6. Statistiques des anomalies	68
7. Annexes	72
7.1 Lettre de transmission du rapport provisoire	73
7.2 Réponses de l'ANA	75

## **Liste des abréviations et sigles**

ANA	Agence Nationale de l'Aquaculture
AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

**SECTION 1**  
**CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## **1. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **1.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Depuis 2007, le Gouvernement de la République du Sénégal s'est inscrit dans un processus de réforme de son Système National de Passation des Marchés Publics. Les objectifs poursuivis à travers cette réforme visent à promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance dans un État de droit. L'ambition de cette réforme est d'aligner le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en matière de passation, d'exécution, de suivi et de contrôle des marchés publics et des délégations de service public. Dans cette perspective, le Sénégal a procédé à la transposition dans sa réglementation nationale de la Directive N°4/2005/CM/UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public et de la Directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine. Ces deux Directives visent l'harmonisation des systèmes de passation des marchés publics des États membres de l'Union.

Cette réforme des marchés publics consacre désormais la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits. Par ailleurs, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions. Tel est le cadre dans lequel s'inscrit la présente mission de revue indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés publics au titre de la gestion 2013.

## **1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **1.2.1 Objectifs Généraux**

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agit principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs :

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

### **1.2.2 Objectifs Spécifiques**

Il s'agit dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnées ; cette opinion est formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disantes, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non-respect des éléments constitutifs des cahiers de charges, de non-respect des seuils fixés pour les avenants, de non-respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apporte un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous avons examiné le degré

d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;

- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous avons passé en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et avons déduit en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous avons évalué aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous sommes appuyés autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

### **1.2.3 Etendue des travaux effectués**

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2013, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés. L'échantillon a couvert conformément aux termes de référence :



- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous avons procédé, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés ;

- à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

Nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès-verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

**SECTION 2**  
**ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS**

## SECTION 2

### ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

La réforme des systèmes nationaux de passation des marchés publics des pays membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) s'est traduite au plan institutionnel, par la création de deux structures chargées respectivement :

- d'une part, du **contrôle a priori du processus de passation des marchés**. Au Sénégal, cette structure administrative rattachée au Ministère de l'Économie et des Finances porte la dénomination de Direction Centrale des Marchés Publics qui a été créée par le décret 2007-547 du 25 avril 2007.
- d'autre part, de **la régulation et du contrôle a posteriori**. Cette structure administrative indépendante porte la dénomination d'Autorité de Régulation des Marchés Publics. L'ARMP avait été créée par l'article 30 de la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 qui lui assigne pour mission de veiller sur le système de passation des marchés publics, des conventions de Délégation de Services Publics et contrats de partenariats. A ce titre, l'article 2 du décret 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP lui donne la prérogative d'évaluer les performances de l'ensemble des acteurs du système national des marchés publics.
- l'institution au niveau de chaque **autorité contractante** de deux structures administratives que sont la **Commission des Marchés** chargée de l'ouverture des plis, de l'évaluation des offres et de l'attribution provisoire des marchés dont le nombre et les conditions de désignation des représentants de l'Autorité Contractante, de la tutelle et/ou du contrôle financier de la Présidence de la République sont fixées par Arrêté n° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Économie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36.1 du Code des Marchés Publics, et d'une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller sur la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés et dont la composition et les prérogatives sont fixées par l'arrêté n° 12 783 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Économie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du Code des Marchés Publics.

**SECTION 3**  
**SYNTHESE DE LA REVUE**

### 3. SYNTHÈSE DE LA REVUE

#### 3.1. Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

##### 3.1.1 Présentation de l'Agence Nationale de l'Aquaculture

L'agence Nationale de l'aquaculture est une structure administrative autonome, créée par le décret 2011-486 du 08 avril 2011 (abrogeant le décret 2006-766) et placée sous l'autorité du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable. L'Agence Nationale de l'Aquaculture est une structure administrative autonome, créée par le décret 2011-486 du 08 Avril 2011 (abrogeant le décret 2006-766) et placée sous l'autorité du Ministre chargé de l'Aquaculture.

La mission générale de l'Agence nationale de l'Aquaculture (ANA) est de contribuer au développement de l'aquaculture par l'encadrement rapproché des professionnels du secteur, par l'appui spécifique nécessaire pour le développement durable des exploitations aquacoles et la réalisation des objectifs du programme national de développement de l'aquaculture conformément au décret N° 2011- 486 du 08 avril 2011 portant sa création et fixant ses règles d'organisation et de fonctionnement.

Elle contribue également à toute initiative qui favorise le développement durable de l'aquaculture aux niveaux national et sous régional, notamment par :

- l'élaboration et la mise en application des plans d'aménagement de systèmes aquacoles;
- la collecte et le traitement des statistiques ;
- la promotion de la recherche et la valorisation de ses résultats dans les exploitations aquacoles ;
- l'appui - conseil à l'Etat et aux professionnels dans la mise en œuvre de la politique en matière d'aquaculture.

##### 3.1.2 Commission des marchés

La Commission des Marchés (CM) de l'ANA, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée par note de service n°002/MEDD/ANA/DG/SPM/as du 08 janvier 2013 comme stipulé dans l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

Conformément aux arrêtés n° 11586 et 11588 du 28/12/2007 du Ministère de l'Economie et des Finances, les copies des actes portant nomination des membres de la Cellule de Passation et de la Commission de passation des marchés publics de l'ANA, de même que les copies des attestations de prise de connaissance des dispositions de la charte de transparence et d'Ethique en matières de marchés publics, signées par les membres de la Cellule et de la commission,

ont été transmises par l'ANA, par lettres n° 035 et 036/MEDD/ANA/DG/SPM/as du 21 janvier 2013, respectivement à l'ARMP et à la DCMP, avec ampliation au MEDD.

La Direction Centrale des Marchés Publics, par lettre n°000401/MEF/DCMP/DS/03 du 28 janvier 2013, a donné son avis de non objection sur la composition de la commission des marchés, conformément aux dispositions de l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances, pris en application des dispositions de l'article 36-1 du Code des marchés publics.

Par lettre N° 056/MEDD/ANA/DG/SPM du 30 janvier 2013 adressée à la Direction Centrale des marchés publics (DCMP), l'Agence Nationale de l'Aquaculture, transmet les copies des lettres n° 570 et 571/MEDD/ANA/DG/SPM/as, adressées respectivement au Chef de Service du contrôle financier et au Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, pour la désignation de leurs représentants (titulaires et suppléants), en application des dispositions de l'article 37.3 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant codes des marchés publics.

### **3.1.3 Cellule de Passation des Marchés**

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée par note de service n° 002/MEDD/ANA/DG/SPM/as du 08 janvier 2013 en application de l'arrêté 11 586 du 28 décembre 2008 modifié par l'arrêté N° 12 783 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP.

### **3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel**

Un rapport faisant état de l'ensemble des activités réalisées par l'ANA au titre de l'année 2013 a été produit en application de l'article 143 du CMP qui lui impose de déposer annuellement auprès de l'autorité dont elle relève et de l'ARMP, un rapport sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente, avec les entreprises défaillantes, la nature des manquements constatés et un compte rendu détaillé des marchés passés par entente directe.

### **3.1.5 Documents de programmation de la présentation des marchés**

#### **3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés**

Le Plan de Passation des Marchés a été établi et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP.

#### **3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés**

L'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM) a été publié sur le portail des marchés publics du Sénégal et dans le journal « LE QUOTIDIEN » n° 3006 du 30 janvier 2013. L'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels dans les délais requis puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.



### 3.1.6 Archivage des dossiers

L'archivage des dossiers de marchés est fondamental dans la mesure où il permet à l'autorité contractante de rendre compte de sa gestion. Il s'agit alors à cette étape de vérifier sur l'ensemble du processus de passation si le système de codification, d'archivage et de classement des documents liés à la passation des marchés est respecté.

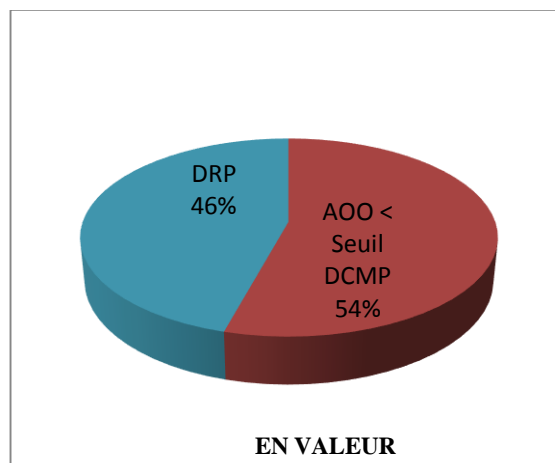
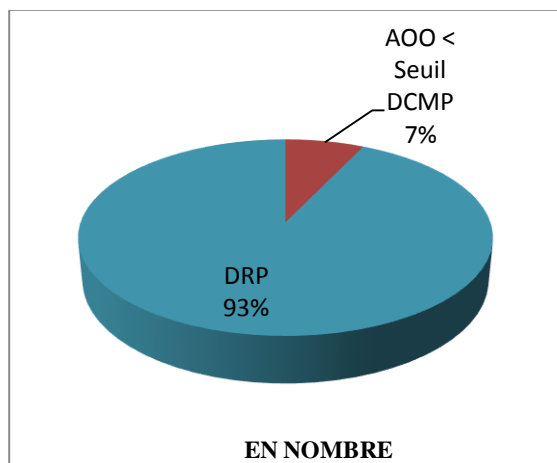
Nous avons noté que l'archivage et le classement des documents ont été corrects dans l'ensemble.

### 3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés

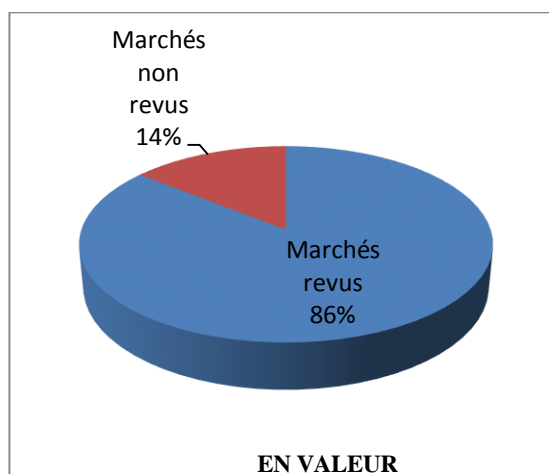
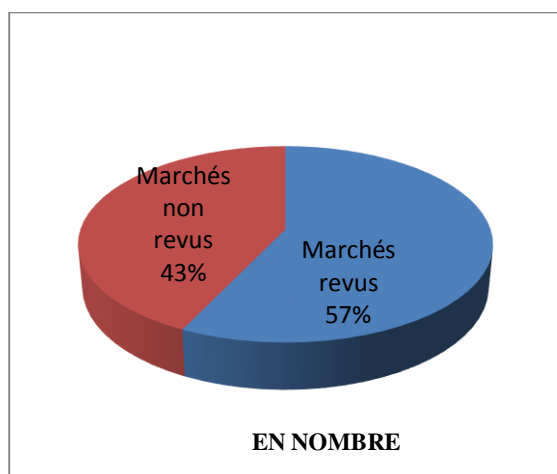
#### 3.2.1 Échantillon

**Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation**

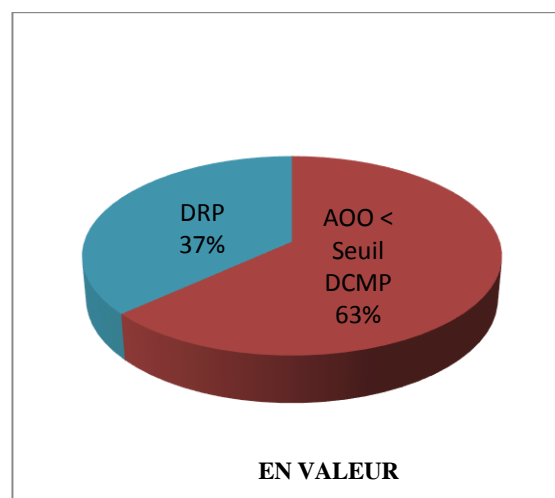
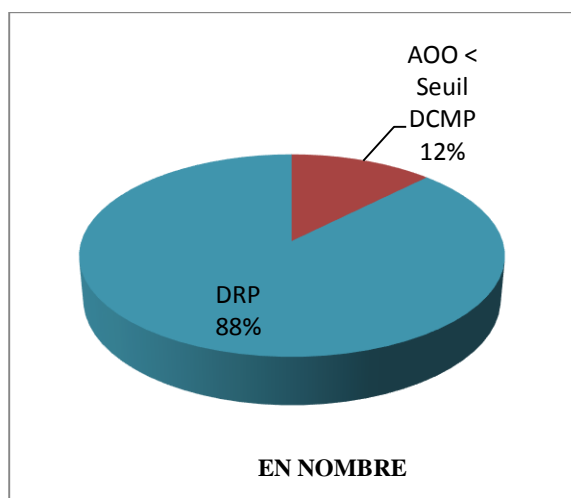
Modes de passation de marchés	Typologie des marchés présentés		Typologie des marchés revus		Taux de couverture %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO) > Seuil DCMP	-	-	-	-	-	-
Appel d'offres ouvert (AOO) < Seuil DCMP	1	98 645 020	1	98 645 020	100,00%	100,00%
Appel d'offres restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demande de Proposition (DP)	-	-	-	-	-	-
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	13	83 088 299	7	57 159 591	53,85%	68,79%
Entente directe (ED)	-	-	-	-	-	-
Avenant	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>14</b>	<b>181 733 319</b>	<b>8</b>	<b>155 804 611</b>	<b>57,14%</b>	<b>85,73%</b>



**CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR**



**CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR**



**DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR**

### 3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'ANA

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de l'ANA sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

**TABLEAU DE SYNTHÈSE DES SEUILS APPLICABLES A L'ANA EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 12 785, 12 790 ET 12 791 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS :**

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	600	400	800	$\geq 60$	$\geq 35$
Fournitures et services	30	400	200	400	$\geq 30$	$\geq 25$
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350	NA	$\geq 35$

### 3.2.3 Marchés conclus par Appel d'Offres Ouvert

#### 3.2.3.1 Marchés inférieurs aux seuils de la DCMP

<b>AAO N° F- DAF-012</b> <b>Acquisition de véhicules en (deux lots) destinés à l'Agence Nationale de l'Aquaculture.</b>	
<b>Date de transmission du DAO</b>	-
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le DAO</b>	17 mai 2013
<b>Date de publication de l'AO</b>	04 juin 2013
<b>Autorisation d'acquisition de véhicules du Secrétariat Général de la Présidence de la République</b>	13 février 2013  Par lettre N° 668/PM/SGG/CCVA  Conformément aux dispositions de l'article 9 du décret n° 2008/695 du 30 juin 2008 réglementant l'acquisition des véhicules administratifs, lesdits véhicules seront d'une puissance au plus égale à 12 CV.
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	17 septembre 2013 à 10 h
<b>Délai de préparation des offres</b>	103 jours  Compte tenu des reports.
<b>Date d'ouverture des plis</b>	17 septembre 2013
<b>Date de l'évaluation technique</b>	02 octobre 2013
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'évaluation des offres et le PV d'attribution.</b>	15 octobre 2013
<b>Date de l'attestation d'existence de crédits</b>	25 octobre 2013 Attestation d'existence de crédits portée par lettre n° 634/MEDD/ANA/ACP du 25 octobre 2013 sin » par l'Agent Comptable Particulier de l'ANA  Les Crédits sont prévus dans le budget 2013 et sont

	disponibles dans le compte de dépôt de l'ANA N° 421031 au Trésor	
<b>Date du PV d'attribution</b>	03 octobre 2013	
<b>Date de publication de l'attribution provisoire</b>	05 octobre 2013	
<b>Date de publication de l'attribution Définitive</b>	07 janvier 2014	
<b>Date d'ANO de la DCMF sur le projet de contrat</b>	-	
<b>Date de souscription</b>	Lot 1 : 31 octobre 2013 Lot 2 : 31 octobre 2013	
<b>Date d'approbation</b>	Lot 1 : 05 novembre 2013 par le Président du Conseil d'Administration LOT 2 : 05 novembre 2013 Par le Directeur Général de l'ANA	
<b>Date d'immatriculation</b>	Lot 1 : 07 novembre 2013 N° F 2079/13  Lot 2 : 07 novembre 2013 N° F 2078/13	
<b>Date de notification</b>	Lot 1 : 12 novembre 2013  Lot 2 : 12 novembre 2013	
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	Lot 1 : Enregistré mais la date est illisible  Lot 2 : Enregistré mais la date est illisible	
<b>Date de publication de l'avis d'attribution définitive</b>	07 janvier 2014	
<b>Délai d'exécution</b>	30 jours à compter de la notification de l'attribution définitive du marché pour les deux lots	
<b>Lots</b>	Lot N°1	Lot N°2
<b>Garantie de soumission en F CFA</b>	900.000	810.000

<b>Attributaires</b>	CFAO MOTORS SENEGAL	LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE
<b>Montant du marché en TTC</b>	54.880.000	43.765.020
<b>Montant Total</b>	98.645.020	
<b>Notification et Information des candidats non retenus</b>	04 octobre 2013  Par lettre n° 610/MEDD/ANA/DG/SPM/sa du 04 octobre 2013 La copie de la lettre adressée à CCBM ne porte pas de mention d'accusé de réception	
<b>Publicité de l'attribution provisoire</b>	05 octobre 2013	
<b>Notification de l'attribution définitive</b>	12 novembre 2013	
<b>Publicité de l'attribution définitive</b>	07 janvier 2014	
<b>Non conformités</b>	<p>Le procès-verbal d'ouverture des plis ne donne pas d'indications sur l'identité et le nombre des candidats ayant retiré la Dossier d'Appel d'Offres. Il est souhaitable de porter ces mentions dans le PVO pour disposer d'éléments d'appréciation de l'étendue de la publicité et aussi pour valoriser le produit de la vente des DAO.</p> <p>L'examen du procès-verbal d'ouverture des plis a permis de constater que les dates d'établissement et d'expiration des pièces administratives requises aux termes des articles 43 et 44 du CMP, ne sont pas mentionnées. Ces informations permettent d'apprécier la pertinence des décisions de la Commission des Marchés relativement aux dispositions de l'article 45 du CMP. Un délai de trois (3) jours a été accordé aux candidats pour compléter les pièces administratives manquantes alors que l'article 44.3 du CMP, leur accorde le même délai que celui imparti à l'autorité contractante pour prononcer l'attribution du marché. Quand bien même l'AC est fondée à fixer un délai de transmission des pièces administratives manquantes, celles fournies en dehors dudit délai mais pendant la période d'évaluation doivent être prises en</p>	

	<p>compte.</p> <p>Le dossier de marché mis à notre disposition ne comprend pas le justificatif de la transmission du procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires. Il y'a lieu de veiller au classement exhaustif des pièces de marché et de se conformer à l'article 67.4 du CMP.</p> <p>La lettre d'information de CCBM INDUSTRIES du rejet de son offre ne porte pas de mention d'accusé de réception prouvant sa transmission effective à son destinataire.</p> <p>Le dossier de marché ne comprend pas de lettre de mainlevée des garanties de soumission. Il convient de rappeler qu'en application des dispositions de l'article 83.3 du CMP, la matérialité de la restitution des garanties de soumission doit être prouvée par des documents classés au dossier.</p> <p>La publication de l'attribution définitive du marché datée du 07 janvier 2014, est intervenue bien au-delà du délai de quinze (15) jours prescrit par l'article 85 du CMP, suivant la notification du marché dont la date est celle de l'accusé de réception par le titulaire (12 novembre 2013).</p> <p>Contrairement aux dispositions du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics, les lots 1 et 2 ont été respectivement approuvés par le Président du Conseil d'Administration de l'Agence et son Directeur Général. Or, en application de l'article 53 du CMP, pour les besoins de l'application des seuils, la valeur des marchés comportant des lots doit prendre en compte la valeur de la totalité des lots estimée à 98.645.020 F CFA. Les marchés devraient donc être approuvés uniquement par le Président du Conseil d'Administration, conformément à l'article 29 du CMP.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à l'application des dispositions de l'article 38 qui donnent à la commission de passation des marchés, la possibilité de faire participer à ses travaux, avec voix consultative, tout expert choisi en fonction de ses compétences particulières. Cela contribuerait à éviter des retards dus, le plus souvent, à des erreurs dans la définition des spécifications techniques, au moment de</p>



	<p>l'élaboration du DAO et, in fine, à l'évaluation ;</p> <p>Veiller à mentionner l'information, sur le nombre de prestataires ayant retiré le DAO, pour permettre d'apprécier l'étendue de la publicité et de valoriser le produit de la vente des DAO ;</p> <p>Veiller à mentionner les dates de délivrance et d'expiration des pièces administratives pour permettre aux auditeurs d'en apprécier la validité ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 44.3 du CMP sur le délai accordé aux candidats pour compléter leurs offres ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 67.4 du CMP, sur la transmission du PV d'ouverture des plis, aux soumissionnaires ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 83.3 du CMP, sur l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres et la restitution de leurs garanties de soumission ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 85 du CMP, sur la publication de l'attribution définitive du marché, quinze (15) jours après la notification de l'attribution définitive ;</p> <p>Veiller à l'application des dispositions de l'article 29 du CMP, sur les autorités d'approbation.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante.</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

### 3.2.4 Marchés passés par DRP

<b>D.R.P N° F DAF – 015</b> <b>SELECTION D’UN PRESTATAIRE POUR LA COUVERTURE D’ASSURANCE</b> <b>MALADIE DU PERSONNEL DE L’AGENCE NATIONALE DE L’AQUACULTURE.</b>	
<b>Date de transmission de la lettre d’invitation à soumissionner</b>	Les lettres sont datées du 22 avril 2013
<b>Date limite de dépôt des offres</b>	7 mai 2013
<b>Délai de préparation des offres</b>	15 jours
<b>Date d’ouverture des plis</b>	7 mai 2013
<b>Période validité des offres</b>	30 jours
<b>Date de l’évaluation technique</b>	7 mai 2013
<b>Date d’attribution</b>	7 mai 2013
<b>Date de notification d’attribution</b>	La lettre de notification est datée du 4 juin 2013 alors que l’accusé de réception mentionne le 4 mai 2013. Une lettre d’ASKIA ASSURANCE datée du 21 Mai en réponse à une notification d’attribution du 15 mai 2013. Il apparait, après examen du courrier de ASKIA que l’ANA, suivant les recommandations du rapport d’évaluation, avait demandé à ASKIA d’agréer des structures médicales et des pharmacies dans les régions de Fatick, Kolda et Sédhiou requête à laquelle ASKIA ASSURANCE a accédé. En procédant ainsi, l’ANA a violé le principe d’égalité de traitement des candidats et le principe d’intangibilité des offres car il s’est agi de rendre l’offre d’ASKIA conforme aux exigences du DAC.
<b>Information des candidats non retenus</b>	4 juin 2013  Les lettres d’information des candidats non retenus ne mentionnent pas les motifs du rejet. Aucune d’elle n’a été transmise à son destinataire. Ce manquement est de nature à priver les candidats évincés de leur droit d’exercer un recours.
<b>Date de notification de l’attribution provisoire</b>	15 mai 2013
<b>Date de souscription</b>	20 juin 2013
<b>Date d’approbation</b>	21 juin 2013

<b>Date de notification définitive</b>	-
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	5 juillet 2013
<b>Délai d'exécution</b>	12 mois
<b>Attributaire</b>	ASKIA ASSURANCE
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	25 739 700
<b>Non conformités</b>	<p>Quelques insuffisances ont été notées dans la définition des besoins du cahier des clauses techniques du Dossier d'Appel contrairement aux dispositions de l'article 5 du CMP.</p> <p>Le projet de contrat figurant dans le DAC, fixe la date d'entrée en vigueur du marché à la date d'approbation, alors que c'est plutôt la date de notification du marché qui intervient après l'approbation et indique la date d'entrée en vigueur du contrat.</p> <p>Les clauses relatives aux pénalités de retard ont été formulées comme dans un système de remboursement, alors que le système de fonctionnement de la police d'assurance en l'espèce est le tiers-payant, système par lequel l'assureur délivre des cartes d'identification individuelles à chaque bénéficiaire qui aura accès aux services des prestataires affiliés à son réseau.</p> <p>La base de données fournisseurs de l'ANA, qui a permis la sélection des candidats invités à soumissionner, est constituée sur la base d'une simple lettre du Directeur Général, faisant suite à une demande d'agrément, alors que les critères d'inscription dans la base de données doivent être clairement indiqués et mis en œuvre par une commission régulièrement constituée pour la mise à jour régulière de ladite base de données.</p> <p>Lors de l'ouverture des plis, la commission de passation des marchés fait simplement le constat de la fourniture, par les soumissionnaires, des pièces administratives requises au titre des articles 43 et 44 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011. La vérification de la validité des pièces administratives au regard des dispositions de l'article 45 du CMP n'a pas été faite. Ce faisant, il est difficile d'apprécier, sur la base des informations consignées dans le</p>

	<p>procès-verbal d'ouverture des plis, la pertinence ou non de la demande de renouvellement de certaines pièces.</p> <p>L'évaluation des offres n'a pas été faite en conformité aux dispositions du CMP. En effet au titre de la conformité, l'offre de CNART a été écartée sur la base de critères de qualification alors qu'elle devrait l'être sur la base des seules spécifications techniques, à savoir les critères définis préalablement au niveau du DAC, conformément aux dispositions de l'article 59 du CMP. En outre, contrairement aux dispositions de l'article 69 relatives à l'intangibilité des offres, celle d'ASKIA a été retenue après avoir fait l'objet d'un ajustement consistant à lui faire agréer des structures médicales et des pharmacies dans trois régions alors que ce critère n'était pas bien précisé dans le DAC ; ce qui constitue une rupture du principe d'égalité de traitement des candidats.</p> <p>La commission technique d'évaluation fait une recommandation d'attribution du marché à ASKIA ASSURANCE qui a fait l'offre classée la moins-disante conforme pour l'essentiel aux spécifications techniques sous réserve de conclure des contrats de prestations avec des services médicaux dans les régions de Fatick, Sédhiou et Kolda. La Commission d'Evaluation outrepassse ses prérogatives ; elle doit se limiter à analyser, évaluer et classer les offres.</p> <p>Le rapport d'analyse des offres indique que des corrections d'erreurs arithmétiques ont été apportées à l'offre financière de COLINA, alors qu'il ne s'agit pas d'une correction d'erreur arithmétique mais de l'ajustement d'une offre pour la rendre conforme au DAC, ce qui n'est pas du ressort de la Commission d'Analyse et d'Evaluation et constitue une violation de l'article 69 du CMP sur le principe d'intangibilité des offres.</p> <p>Le procès-verbal d'attribution indique que le soumissionnaire ASKIA ASSURANCE a proposé l'offre conforme pour l'essentiel aux spécifications techniques, évaluée la moins disante et réunissant les critères de qualification, ce qui ne reflète pas fidèlement le contenu du rapport d'évaluation qui recommandait la signature de contrats avec des</p>
--	--

	<p>services médicaux dans trois régions.</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus ne mentionnent pas les motifs du rejet. Aucune d'elle n'a été transmise à son destinataire, Ce manquement aux prescrits de l'article 78.2 du CMP et de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, est de nature à priver les candidats évincés de leur droit d'exercer un recours.</p> <p>Lors de la notification d'attribution provisoire du marché, l'ANA, suivant les recommandations du rapport d'évaluation, avait demandé à ASKIA d'agréer des structures médicales et des pharmacies dans les régions de Fatick, Kolda et Sédhiou, en violation du principe d'égalité de traitement des candidats tel que stipulé à l'article 2 des dispositions générales de la Directive N° 04/2005/CM/UEMOA, portant procédure de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et le principe d'intangibilité des offres, au titre de l'article 69 du CMP.</p> <p>Un modèle de calcul d'un coefficient d'actualisation qui ne figurait pas dans le contrat annexé au DAC a été introduit dans le contrat et ni les taux de pondération, ni les indices retenus ne sont précisés dans le DAC et dans le contrat, alors qu'il y'a lieu d'être précis dans le DAC dans la définition des modalités d'actualisation des offres entre la date limite de validité des offres et la date de démarrage des prestations.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 5 du CMP, sur la définition des besoins ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions du code des marchés publics sur la date d'entrée en vigueur du contrat ;</p> <p>Veiller à la cohérence des clauses relatives aux pénalités de retard au système de fonctionnement de la police d'assurance ;</p> <p>Veiller à déterminer clairement les critères d'inscription dans la base de données fournisseurs et sa mise en œuvre par une commission régulièrement constituée pour la mise à jour régulière de ladite base</p>

	<p>de données ;</p> <p>Veiller à la vérification de la validité des pièces administratives au regard des dispositions de l'article 45 du CMP, à l'ouverture des plis ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 59 sur la conduite de l'évaluation des offres sur la base des critères d'évaluation définis ;</p> <p>Veiller à la cohérence entre la conclusion du procès-verbal d'attribution et le contenu du rapport d'évaluation ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 69 relatives à l'intangibilité des offres et au respect de l'article 2 des dispositions générales de la Directive N° 04/2005/CM/UEMOA, portant procédure de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics, sur le principe d'égalité de traitement des candidats ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78.2 du CMP et de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, sur l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juin 2011, portant code des marchés, en transmettant le procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication ;</p> <p>Veiller à ne pas introduire dans le contrat un coefficient d'actualisation, des taux de pondération et des indices non précisés dans le DAC et être précis dans le DAC dans la définition des modalités d'actualisation des offres entre la date limite de validité des offres et la date de démarrage des prestations.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 306/MEDD/ANA/DG/SPM/as</b> <b>REPARATION DE VEHICULE</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	21 mai 2013
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	29 mai 2013 à 10 heures le PV d'ouverture des plis pas n'est versé au dossier.
<b>Délai de préparation des offres</b>	09 jours (Du 21 au 29 mai 2013)
<b>Date d'attribution provisoire</b>	29 mai 2013
<b>Délai d'exécution</b>	Non mentionné
<b>Date de notification d'attribution provisoire</b>	05 juin 2013
<b>Notification de l'attribution définitive</b>	05 juin 2013
<b>Date de signature du contrat (Bon de Commande)</b>	06 juin 2013
<b>Date d'enregistrement</b>	-
<b>Fournisseurs consultés</b>	<p>Lettre de demande de cotation N° 306/MEDD/ANA/DG/SPM/as, a été envoyée aux cinq entreprises suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- GENERAL AUTO SERVICES (GAS)</li> <li>- ARMAND EQUIPEMENTS Suarl</li> <li>- Garage FEMME AUTO</li> <li>- GIE ENTREPRISE CARREFOUR</li> <li>- SEN HONDA</li> </ul>
<b>Nombre d'offres reçues</b>	05
<b>Attributaires</b>	GARAGE FEMME AUTO
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	1 544 365
<b>Non conformités</b>	Les éléments de comparaison préalablement définis dans la demande de cotation, à savoir les pièces de

	<p>rechange du véhicule à réparer, doivent être arrêtés sur la base d'un diagnostic préalable ou à défaut d'un bon de travail qui devait être soumis à la Direction par un chef de garage désigné parmi les chauffeurs de Direction.</p> <p>Par ailleurs, on voit que le type de véhicule à réparer (HUNDAI SANTAFE AD 9442 TTC1) est bien mentionné au niveau des offres et non dans la demande de cotation. Cela fait noter simplement que cette information qui devrait être écrite, a été donnée de manière informelle.</p> <p>Conformément à la réglementation des marchés publics, l'assurance doit être donnée que tous les candidats ont eu la même information. Pour ce faire, toute information complétant la demande de cotation déjà envoyée aux candidats doit être faite par le même canal, de manière à garantir la transparence et l'égalité de traitement de ces derniers.</p> <p>Le PV d'ouverture des plis n'est pas classé au dossier.</p> <p>Un certificat administratif signé par le Directeur de l'ANA a été établi pour servir de PV d'attribution, alors que cette prérogative est dévolue à la commission des marchés au niveau de chaque autorité contractante, conformément à l'article 35 du CMP.</p> <p>Mais ce document, tel qu'il est présenté, ne donne que les montants totaux proposés par tous les cinq candidats sans établir un tableau comparatif qui pourrait permettre de voir si réellement les offres correspondent bien aux éléments de la demande de cotation sur la base desquels elles doivent être comparées. En effet, la demande de cotation indique bien un devis estimatif et quantitatif qui devrait être complété par les candidats aux fins d'une comparaison.</p> <p>La procédure de passation du présent marché a été faite dans une ignorance totale de la Commission de Passation des marchés qui n'a pas été citée. Or, cet organe a la prérogative exclusive de la passation des marchés et ce, quel qu'en soit le montant (Article 35 du décret N° 2011-1048 du 27</p>
--	--



	juillet 2011 portant code des Marchés Publics).
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 35 du CMP, sur les prérogatives de la commission des marchés, au sein de l'autorité contractante ;</p> <p>Veiller à l'application correcte des dispositions de l'article 78 du décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des Marchés Publics relatives à la mise en œuvre de la procédure des DRP ;</p> <p>Veiller à s'assurer que tous les candidats ont eu la même information, de manière à garantir la transparence et l'égalité de traitement de ces derniers ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juin 2011, portant code des marchés, en transmettant le procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication ;</p> <p>Veiller à établir les devis à la fois descriptif et quantitatif des réparations de véhicules de manière précise, sur la base d'un diagnostic préétabli.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 476/MEDD/ANA/DG/SPM/AS</b> <b>ACQUISITION DE DEUX (02) UNITES DE FABRIQUES D'ALIMENT DE POISSON</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	26 août 2013
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	10 septembre 2013 à 10 heures
<b>Délai de préparation des offres</b>	16 jours
<b>Examen du Rapport d'évaluation</b>	25 septembre 2013
<b>Date du PV d'attribution provisoire du Marché</b>	27 septembre 2013
<b>Date d'attribution</b>	03 octobre 2013
<b>Notification de l'attribution définitive</b>	03 octobre 2013
<b>Délai d'exécution</b>	45 jours
<b>Date de signature du contrat</b>	11 octobre 2013
<b>Date d'approbation</b>	14 octobre 2013
<b>Date d'enregistrement</b>	24 octobre 2013
<b>Fournisseurs consultés</b>	05
<b>Nombre d'offres reçues</b>	02
<b>Attributaires</b>	SOPRODEL SARL
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	12.036.000
<b>Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus</b>	<p>La Société PRODHAM THIEMA a été informé du rejet de son offre le 03 octobre 2013</p> <p>Accusé de réception de la lettre 559/MEDD/ANA/DG/SPM/as de l'ANA le 14/10/2013</p>
<b>Non conformités</b>	<p>La Société PRODHAM THIEMA a apporté des modifications sur son offre financière, en violation de l'article 69 du CMP qui stipule, qu'en dehors des erreurs purement arithmétiques, découvertes au cours de l'examen des offres, aucune modification des offres ou des prix, ne peut être demandée,</p>

	<p>offerte ou autorisée.</p> <p>Des écarts importants sont notés entre les dates de notification de rejet des offres des candidats évincés et celles des accusés de réception.</p> <p>La publication du marché sur le site des marchés publics n'a pas été effectuée en violation des dispositions de l'article 78.3.(b) du CMP qui stipule que l'Autorité contractante doit communiquer à l'Organe chargé du contrôle des marchés publics, qui assure la collecte et l'analyse des données ainsi que l'établissement des statistiques sur les marchés publics, la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire ainsi que la nature et le montant du marché.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller au respect des dispositions de l'article 68 relatives à l'examen préliminaire, afin de déterminer afin de déterminer la recevabilité des candidatures au titre des articles 43 et 44 du CMP.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 69 du CMP qui prohibe la modification des offres ;</p> <p>Veiller à l'application correcte des dispositions de l'article 78.3.b du décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des Marchés Publics, sur la transmission du procès-verbal d'attribution pour publication, à la DCMP.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 486/MEDD/ANA/DG/SPM/as</b> <b>ACQUISITION D'EQUIPEMENTS POUR DIX (10) PARCS OSTREICOLES</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	28 août 2013  Délai d'exécution (livraison des Equipements) = 45 jours
<b>Fournisseurs consultés</b>	Les Sociétés suivantes ont été consultées par lettre n° 486/MEDD/ANA/DG/SPM/as du 28 août 2013 :  - SIEDIS ;  - ABF DISTRIBUTION ET SERVICES ;  - GIE AFRICA TIM TIMOL ;  - SOCIETE KADIAR DISTRIBUTION;  - GIE RAHMANE
<b>Délai de préparation des offres</b>	16 jours  Du 28 août au 12 septembre 2013
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	12 septembre 2013 à 10 heures
<b>Examen du Rapport d'évaluation</b>	25 septembre 2013
<b>Date du PV d'attribution provisoire du Marché</b>	27 septembre 2013
<b>Délai d'exécution</b>	45 jours
<b>Date de signature du contrat</b>	11 octobre 2013
<b>Date d'enregistrement</b>	24 octobre 2013
<b>Fournisseurs consultés</b>	05
<b>Nombre d'offres reçues</b>	02
<b>Attributaires</b>	ABF DISTRIBUTION
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	7.298.300 FCFA

<b>Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus</b>	<p>La Société GIE AFRICA TIM TIMOL a été informé du rejet de son offre le 03 octobre 2013</p> <p>Accusé de réception de la lettre 603/MEDD/ANA/DG/SPM/as de l'ANA le 14/10/2013</p>
<b>Notification de l'attribution définitive</b>	<p>06 novembre 2013</p> <p>Par lettre n° 659/MEDD/ANA/DG/SPM/as du 06 novembre 2013</p>
<b>Non conformités</b>	<p>Le candidat non retenu n'a pas été informé du rejet de son offre dans les conditions prescrites par les dispositions du CMP. En effet, ledit candidat n'a accusé réception de la lettre d'information que dix (10) jours après son émission. Il convient de rappeler que cette information est une formalité essentielle, exigée par l'article 78 du CMP et la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, en ce qu'elle permet audit candidat de pouvoir exercer, le cas échéant son droit de recours.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller au respect des instructions de la circulaire N° 004/PM/CAB/CP relative à la mise en œuvre de la procédure des DRP ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 69 du CMP, sur la prohibition de la modification des offres ou des prix ou des conditions de concurrence ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juin 2011, portant code des marchés, en transmettant le procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 485/MEDD/ANA/DG/SPM/as</b> <b>ACQUISITION D'EQUIPEMENTS POUR LES BASSINS DE DEGORGEMENT DE JOAL</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	28 août 2013
<b>Fournisseurs consultés</b>	<p>Les Sociétés suivantes ont été consultées par lettre n° 485/MEDD/ANA/DG/SPM/as du 28 août 2013 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- CIC TILO SOLAR ;</li> <li>- ELECTRONISME AUTOMATISME TELECOM SERVICES (E.A.T.S Sarl) ;</li> <li>- SOGEF Sarl ;</li> <li>- ETABLISSEMENT TIVAOUANE ELECTRIQUE ;</li> <li>- AFRIQUE TECHNOLOGIE SYSTEMES.</li> </ul>
<b>Délai de préparation des offres</b>	16 jours
<b>Délai de validité des offres</b>	45 jours
<b>Délai d'exécution</b>	45 jours
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	12 septembre 2013
<b>Examen du Rapport d'évaluation</b>	23 septembre 2013
<b>Date du PV d'attribution provisoire du Marché</b>	27 septembre 2013
<b>Délai d'exécution</b>	45 jours
<b>Date de signature du contrat</b>	11 octobre 2013
<b>Date d'enregistrement</b>	22 octobre 2013
<b>Fournisseurs consultés</b>	05
<b>Nombre d'offres reçues</b>	02
<b>Attributaires</b>	<b>EATS Sarl</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>3.525.479 FCFA</b>
<b>Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus</b>	La Société ETABLISSEMENT TIVAOUANE ELECTRIQUE a été informée du rejet de son offre le 03 octobre 2013

	Accusé de réception de la lettre 557/MEDD/ANA/DG/SPM/as de l'ANA (Date illisible sur la copie)
<b>Notification de l'attribution définitive</b>	04 octobre 2013  Par lettre n° 611/MEDD/ANA/DG/SPM/as du 04 octobre 2013
<b>Non conformités</b>	<p>L'examen du rapport d'évaluation a permis de noter que l'offre d'E.A.T.S Sarl n'avait pas pris en compte les 100 cageots requis dans le bordereau des quantités annexé au DAC. En poursuivant l'évaluation de cette offre, la Commission des Marchés a de facto considéré que cette omission n'était pas substantielle et n'altérerait pas la consistance de l'offre. Elle a ainsi procédé à l'ajustement de l'offre d'EATS sur la base du prix le plus élevé proposé par le second candidat (ETABLISSEMENT TIVAOUANE ELECTRIQUE) pour cet article (5 000 F CFA par cageot). A notre avis, cette omission est substantielle puisque sa contre-valeur est supérieure à la marge de fluctuation de + ou - 15% généralement admise dans les DAC au regard du montant auquel le marché a été attribué ; il s'y ajoute que dans le cas d'un marché à prix global et forfaitaire, le prix des articles omis est censé être compris dans les prix des autres articles. Ainsi, l'ajustement opéré par la Commission des Marchés n'est pas justifiée.</p> <p>L'Autorité Contractante ne s'est pas conformée à son obligation de transmission des informations relatives à l'attribution de cette DRP à la DCMF pour publication d'un avis d'attribution dans le site des marchés publics conformément aux dispositions de l'article 78-3-b) du CMP.</p> <p>Le contrôle de l'exécution du marché a permis de noter qu'il a fait l'objet d'un ajournement par lettre en date du 18 novembre 2013 suite à l'incapacité, pour le titulaire du marché, de livrer les pompes saumâtres immergées de 10 mètres-cubes heures de type solaire requises dans le Dossier d'Appel à la Concurrence. Nous avons noté par ailleurs que l'offre du titulaire qui a été retenue par la Commission des Marchés porte plutôt sur des pompes de type classique en lieu et place des</p>

	<p>pompes immergées ci-avant mentionnées. Au regard de cette divergence majeure, l'offre d'EATS aurait dû être rejetée au stade de l'examen préliminaire et non admise pour examen détaillé car non conforme aux spécifications requises dans le DAC. Par ailleurs, la décision d'ajournement prise par la Personne Responsable des Marchés constitue une violation des dispositions de l'article 130 du CMP qui indique que l'ajournement doit être la résultante d'un manquement de l'Autorité Contractante à ses obligations rendant le démarrage ou la poursuite de l'exécution du marché par le titulaire impossible.</p> <p>Dans le cadre de l'exécution du marché, aucun document de règlement n'est versé au dossier.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à éviter la confusion entre l'omission de prix et l'omission d'articles, lors de l'évaluation des offres ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78.3.b) du décret 2011-1048 du 27 Juin 2011, portant Code des Marchés Publics, sur la transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication ;</p> <p>S'appropriier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	



<b>DRP N° 347/MEDD/ANA/DG/SPM/as</b> <b>TRAVAUX DE REHABILITATION DU HANGAR ET DU LABORATOIRE DE</b> <b>L'ECLOSERIE DE RICHARD-TOLL</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	05 juin 2013
<b>Fournisseurs consultés</b>	<p>Les Sociétés suivantes ont été consultées par lettre n° 347/MEDD/ANA/DG/SPM/as du 05 juin 2013.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- SYGA BATIMENT ;</li> <li>- SENEGAL JARDIN MODERNES ;</li> <li>- MAOUDO ET FRERES;</li> <li>- C2S TECHNOLOGY;</li> <li>- MONSIEUR MALICK BA ENTREPRENEUR.</li> </ul>
<b>Nombre de candidats consultés</b>	05
<b>Date de dépôt des offres</b>	20 juin 2013
<b>Délai de préparation des offres</b>	16 jours
<b>Délai de validité des offres</b>	30 jours
<b>Délai d'exécution</b>	45 jours
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	20 juin 2013 à 10 heures
<b>Examen du Rapport d'évaluation</b>	24 juin 2013
<b>Date du PV d'attribution provisoire du Marché</b>	27 juin 2013
<b>Délai d'exécution</b>	45 jours
<b>Notification d'attribution du Marché</b>	10 juillet 2013
<b>Notification de rejet des offres des candidats non retenus</b>	10 juillet 2013

<b>Date de signature du contrat</b>	16 septembre 2013
<b>Notification de l'attribution définitive</b>	04 Octobre 2013 Par lettre n° 394/MEDD/ANA/DG/SPM/as du 04 octobre 2013
<b>Date d'enregistrement</b>	Non enregistré
<b>Fournisseurs consultés</b>	05
<b>Nombre d'offres reçues</b>	02
<b>Attributaires</b>	<b>EKMB</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>9.730.220 F CFA HT</b> Soit 11.481.660 F CFA TTC <b>MONTANT AVENANT : 3.192.000 F CFA HT, soit 3 766 560 F CFA TTC ;</b> <b>MONTANT TOTAL DU MARCHE : 12.922.220 F CFA HT, soit 15 248 220 F CFA TTC ;</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Le tableau de l'examen préliminaire ne reflète pas l'application des dispositions de l'article 68 du CMP. En effet, les critères contenus dans le tableau du rapport d'analyse ne sont pas ceux des articles 43 et 44 prescrits par l'article 68 et qui permettent de pouvoir vérifier la recevabilité des candidatures et le respect des obligations par rapport à la production des pièces administratives et de leur validité au regard de l'article 45.</p> <p>Les critères mentionnés dans le tableau d'évaluation de la conformité des offres ne sont pas ceux définis préalablement dans la DRP en application des dispositions de l'article 59 du CMP.</p> <p>L'Entreprise MAOUDO ET FRERES a bien mentionné au niveau de son devis quantitatif et estimatif ce qui suit « Démolition du Pan de mur pour extension du laboratoire, carrelage et jambage de paillasse sur 6 cm » alors qu'il est mentionné dans le cahier des charges : « Démolition du Pan de mur pour extension du laboratoire, carrelage et jambage de paillasse sur 6m ». Mais la commission aurait pu lui adresser une demande d'éclaircissements, avant de l'évincer</p>

	<p>et passer au second moins disant, du moment que son offre était la moins disante en termes de prix proposé (9.271.732 F CFA TTC), et était conforme en tous points à l'article 9 du cahier des charges portant spécifications techniques. Cette manière de procéder est contraire au principe d'économie.</p> <p>La publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics n'a pas été faite en application des dispositions de l'article 78.3.(b) du CMP.</p> <p>La notification de l'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus est intervenue le 10 juillet 2013 alors que la PV d'attribution a été signé le 27 juin 2013. Cette information des candidats non retenus doit intervenir dès après la rédaction du procès-verbal d'attribution, conformément à l'article 78.2 du CMP.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Appliquer les dispositions de l'article 38 du CMP en vue de procéder à l'évaluation des offres dans des conditions pouvant garantir la conformité des offres au besoin réellement exprimé par l'Autorité contractante, en ayant recours à des experts ;</p> <p>Veiller à l'information des candidats non retenus dès après la décision d'attribution, conformément à l'article 78.2 du CMP. En effet, toutes les dispositions doivent être prises pour permettre aux candidats non retenus de pouvoir exercer leur droit de recours dans les délais ;</p> <p>Veiller à procéder à la publication des marchés attribués sur le site des marchés publics. Il s'agit ainsi de permettre à l'Organe de contrôle de pouvoir assurer la collecte et l'analyse des données ainsi que l'établissement des statistiques sur les marchés publics, la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire ainsi que la nature et le montant du marché.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

<b>DRP N° 472/MEDD/ANA/DG/SPM/as T-DT-009</b> <b>TYPE : REHABILITATION DES STATIONS PISCICOLES DE RICHARD TOLL</b> <b>ET DU PONT EMILE BADIANE DE ZIGUINCHOR</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	23 août 2013
<b>Fournisseurs consultés</b>	- SECODIS ; - TINE ET FRERES BTP ; - GRANDS TRAVAUX ET SERVICES ; - GIE TRAGECOM ; - CADER.
<b>Nombre de candidats consultés</b>	05
<b>Date de dépôt des offres</b>	10 septembre 2013
<b>Délai de préparation des offres</b>	19 jours Du 23 août au 10 septembre 2013
<b>Délai de validité des offres</b>	45 jours à compter de la date de l'ouverture des plis
<b>Délai d'exécution</b>	LOT N°1 : 45 jours LOT N°2 : 21 jours
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	10 septembre 2013 à 10 h 30 mn
<b>Examen du Rapport d'évaluation</b>	25 septembre 2013
<b>Date du PV d'attribution provisoire du Marché</b>	27 septembre 2013
<b>Délai d'exécution</b>	21 jours
<b>Notification d'attribution du Marché</b>	03 octobre 2013

<b>Notification de rejet des offres des candidats non retenus</b>	03 OCTOBRE 2013
<b>Date de signature du contrat</b>	11 octobre 2013
<b>Date d'enregistrement</b>	21 octobre 2013
<b>Attributaires</b>	ENTREPRISE TINE ET FRERES
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>4.624.161 F CFA TTC</b>
<b>Notification de l'attribution définitive</b>	03 octobre 2013  Par lettre n° 556/MEDD/ANA/DG/SPM/as du 03 octobre 2013
<b>Non conformités</b>	<p>Le tableau de l'examen préliminaire ne reflète pas l'application des dispositions de l'article 68 du CMP. En effet, les critères contenus dans le tableau du rapport d'analyse ne sont pas ceux des articles 43 et 44 prescrits par l'article 68 et qui permettent de pouvoir vérifier la recevabilité des candidatures et le respect des obligations par rapport à la production des pièces administratives et de leur validité au regard de l'article 45.</p> <p>Les critères mentionnés dans le tableau d'évaluation de la conformité des offres ne sont pas ceux définis préalablement dans la DRP en application des dispositions de l'article 59 du CMP.</p> <p>Le lot 2 relatif au marché de Réhabilitation de la station piscicole du Pont Emile BADIANE à Ziguinchor a été déclaré sans suite, le montant de l'offre étant de loin supérieur au montant estimé du marché. Cependant, l'avis de la DCMP n'a pas été requis, en violation de l'article 65 du CMP.</p> <p>En outre, dans le cas d'un marché alloti où les lots peuvent être localisés à des endroits différents, comme c'est le cas ici où les travaux ciblés sont dans deux régions différentes, il serait plus indiqué, dans le cas d'une DRP relative à des travaux, de faire faire les devis par les structures bénéficiaires, de localiser les entreprises à consulter, et</p>

	<p>d'exiger aux éventuels soumissionnaires d'effectuer la visite du chantier à réhabiliter. En application de cet article 5 alinéa 2, l'Autorité contractante peut faire appel à la collaboration de services techniques dépendant d'autres Administrations ou d'homme de l'art, en vue de la réalisation des études préalables et l'établissement des projets de marchés.</p> <p>Une confusion a été notée sur la notification de l'attribution provisoire et de l'attribution définitive qui est intervenue à la même date, (03 octobre 2013), alors que la notification définitive ne peut intervenir qu'après la signature du marché.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller au respect des dispositions de l'article 68 du CMP en vue d'une bonne application des articles 43, 44 et 45 du CMP ;</p> <p>Veiller à une comparaison objective des offres sur la base de leur conformité aux critères préalablement définis dans la DRP et au regard des dispositions de l'article 59 du CMP.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

### **3.2.5 Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP**

L'appel d'Offres portant **Acquisition de véhicules en (deux lots)** destinés à **l'Agence Nationale de l'Aquaculture** a fait l'objet d'un recours, suite à la publication de l'avis d'appel d'offres. La saisine du CRD de l'ARMP d'un recours contentieux par CCBM INDUSTRIES, jugée régulière par le CRD, est consécutive à la réponse de l'AC rejetant son recours gracieux, qui portait sur la contestation de certaines spécifications techniques contenues dans le DAO, et que cette dernière avait trouvées discriminatoires.

Par lettre N° 001157/ARMP/DGDRAJ DU 20 JUIN 2013, l'ARMP adresse une copie de la décision N°147/13/ARMP/CRD du 20 juin 2013 portant suspension de la procédure de Passation du Marché.

Résumé-conclusion de la Décision de l'ARMP N°175/13/ARMP/CRD du 10 juillet 2013 :

Par ces motifs,

- 1) Dit que pour le lot 1, les spécifications techniques concernant la cylindrée, la puissance fiscale, le réservoir et la garde au sol sont manifestement discriminatoires.
- 2) Ordonne la modification desdites spécifications techniques ;
- 3) Dit que pour le lot 2, les exigences concernant le moteur atmosphérique et le réservoir portent atteinte aux principes de libre accès à la commande publique et d'égalité de traitement des candidats ;
- 4) Dit qu'une cylindrée de 2300 cc correspond à une puissance fiscale de 9 CV et non de 10 CV ;
- 5) Ordonne la modification des spécifications techniques du lot 2 conformément aux modalités ci-avant définies ;
- 6) Dit que les dites modifications doivent être notifiées aux soumissionnaires ayant déjà retiré le DAO ;
- 7) Dit que le délai de dépôt des offres doit être prorogé au prorata de la durée de la suspension du marché ;
- 8) Dit que le Directeur général de l'ARMP est chargé de notifier à CCBM INDUSTRIES, à l'Agence Nationale d'Aquaculture, ainsi qu'à la DCMP, la présente qui sera publiée.

.

### 3.3 Constats relatifs à l'exécution financière

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE	
	RAS
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE	
	RAS
-	



### **3.4 Constats relatifs à l’audit physique (matérialité, exécution physique)**

#### **3.4.1 Sélection**

#### **3.4.2 Travaux effectués**

#### **3.4.3 Résultats**

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L’EXECUTION PHYSIQUE	
	NON EFFECTUEE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L’EXECUTION PHYSIQUE	
	NON EFFECTUEE

**SECTION 4**  
**SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS**

## **TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES**

### **AAO ACQUISITION DE VEHICULES EN (DEUX LOTS) DESTINES A L'AGENCE NATIONALE DE L'AQUACULTURE - LOT 1 : CFAO MOTORS SENEGAL - 54.880.000 F CFA TTC - LOT 2 : LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE - 43.765.020 F CFA TTC**

- le délai de trois (3) jours a été accordé aux candidats pour compléter les pièces administratives manquantes n'est pas conforme au délai réglementaire de l'article 44.3 du CMP qui leur accorde le même délai que celui imparti à l'autorité contractante pour prononcer l'attribution du marché ;
- l'Autorité Contractante n'a publié l'avis d'attribution définitive du marché que le 07 janvier 2014 soit près de deux mois après la notification du marché qui a eu lieu le 12 novembre 2013. Il s'agit d'une entorse aux dispositions de l'article 85 du CMP aux termes duquel, cette publication doit intervenir dans les quinze (15) jours qui suivent la notification du marché ;
- l'examen des deux contrats a permis de noter qu'ils ont été respectivement approuvés par le Président du Conseil d'Administration pour le Lot N° 1 et le Directeur Général pour le Lot N° 2, l'Autorité Contractante ayant considéré, à tort, que les seuils d'approbation sont appréciés par lot. Nous précisons, qu'au regard des dispositions de l'article 54 du CMP, le calcul des seuils doit être effectué, pour les marchés allotis, par rapport à la valeur globale des lots et non au regard de la valeur de chaque lot pris individuellement. Les deux marchés auraient par conséquent dû être approuvés par le Président du Conseil d'Administration conformément aux dispositions de l'article 29 du CMP.

### **DRP N° F DAF – 015 Sélection d'un prestataire pour la couverture d'assurance maladie du personnel de l'Agence Nationale de l'Aquaculture - ASKIA ASSURANCE - 25 739 700 F CFA TTC**

- l'examen du cahier des clauses techniques du Dossier d'Appel à la Concurrence a permis de noter des insuffisances dans la définition des besoins. A titre d'illustration, nous avons relevé que les plafonds de garantie souhaités par l'Autorité Contractante pour certains risques pris individuellement ne sont pas précisés. Il s'agit par exemple d'indiquer dans le DAC, en plus du plafond annuel par assuré, les plafonds pour la dentisterie, l'optique, l'accouchement simple, l'accouchement gémellaire, l'accouchement chirurgical, l'hospitalisation... C'est par rapport à ces éléments que la comparaison des offres peut être faite de manière pertinente sur la base de

critères préalablement annoncés. En outre, le montant de la franchise n'est pas précisé et l'existence ou la suppression du délai de carence ne sont pas précisées non plus ;

- l'examen du projet de contrat figurant dans le DAC a permis de noter que la date d'entrée en vigueur du marché y est fixée à la date d'approbation, alors que c'est plutôt la date de notification du marché qui indique sa date d'entrée en vigueur laquelle notification intervient après l'approbation ;
- nous avons également noté que les clauses relatives aux pénalités de retard sont mal formulées. En effet, lesdites clauses ne peuvent se concevoir que dans un système de remboursement, alors que le système de fonctionnement de la police d'assurance en l'espèce est le tiers-payant, par lequel l'assureur délivre des cartes d'identification individuelles à chaque bénéficiaire qui aura accès aux services des prestataires affiliés à son réseau ;
- l'examen du dossier de marché a permis de noter que cinq (5) candidats ont été invités à soumissionner et que le dossier comprend des lettres d'agrément prouvant l'inscription de certains des candidats présélectionnés dans la base de données fournisseurs de l'ANA, constituée sur la base d'une simple lettre du Directeur Général, faisant suite à une demande d'agrément, alors que les critères d'inscription dans la base de données doivent être clairement indiqués et mis en œuvre par une commission régulièrement constituée pour la mise à jour régulière de ladite base de données ;
- l'examen du procès-verbal d'ouverture des plis a permis de noter qu'il ne comprend pas un tableau récapitulatif listant l'ensemble des pièces qui ont été demandées ; il se limite à indiquer que tel soumissionnaire a fourni telle pièce ou tel autre doit renouveler telle autre pièce sans donner d'indications sur la date limite de validité de chaque pièce incriminée. Ce faisant, il est difficile d'apprécier, sur la base des informations consignées dans le procès-verbal d'ouverture des plis, la pertinence ou non de la demande de renouvellement de certaines pièces. Rappelons que les conditions de vérification de la validité des pièces administratives requises aux termes des dispositions des articles 43 et 44 du CMP sont précisées dans l'article 45 dudit CMP ;
- l'examen du rapport d'évaluation a permis de noter que :
  - le tableau récapitulatif des spécifications techniques au titre de la conformité de l'offre, comprend essentiellement des critères de

qualification. De ce fait, l'offre de CNART a ainsi été écartée à tort puisque des critères de qualification ne peuvent être retenus pour l'évaluation des offres ;

- l'offre d'ASKIA a été retenue pendant que celle de SALAMA a été rejetée au motif que ce dernier ne serait conforme pour le critère relatif aux prestataires agréés que pour une région alors que ASKIA l'est pour sept régions, COLINA pour 12 régions et NSIA pour treize régions. Il y'a manifestement rupture du principe d'égalité de traitement des candidats. L'écart par rapport au nombre de régions non couvertes est à notre avis significatif et devrait entraîner la non-conformité pour l'essentiel. Nonobstant la rupture du principe d'égalité de traitement des soumissionnaires, il y'a lieu de s'interroger sur la pertinence de ce critère car un mix de tiers-payant et de système de remboursement peut être envisagé pour permettre à ceux qui sont dans des zones reculées d'avoir accès à des services de santé de manière plus flexible ;
  - des corrections d'erreurs arithmétiques ont été apportées à l'offre financière de COLINA sans pour autant que le rapport d'évaluation n'indique les postes sur lesquels lesdites erreurs ont été identifiées et comment les corrections ont été effectuées ; dans un souci de transparence, les justifications des corrections apportées aux offres des soumissionnaires doivent être consignées dans le rapport d'évaluation. A l'examen des offres, il apparaît que ces corrections résultent du fait que COLINA a compté et facturé les enfants majeurs dans la catégorie des enfants mineurs et non dans celle des adultes. Contrairement à ce qui est indiqué dans le rapport d'analyse, il ne s'agit pas d'une correction d'erreur arithmétique mais de l'ajustement d'une offre pour la rendre conforme au DAC, ce qui n'est pas du ressort de la Commission d'Analyse et d'Evaluation et constitue une violation du principe d'intangibilité des offres ;
  - le rapport d'évaluation a fait une recommandation d'attribution du marché à ASKIA ASSURANCE qui a proposé l'offre classée la moins-disante conforme pour l'essentiel aux spécifications techniques, sous réserve de conclure des contrats de prestations avec des services médicaux dans les régions de Fatick, Sédhiou et Kolda. La Commission d'Evaluation outrepassse ses prérogatives ; elle doit se limiter à analyser, évaluer et classer les offres ;
- nous avons noté dans le procès-verbal d'attribution que la Commission des Marchés a proposé l'attribution du marché à ASKIA ASSURANCE pour un montant de 25.739 700 FCFA TTC en indiquant que ledit soumissionnaire a proposé l'offre conforme pour

l'essentiel aux spécifications techniques, évaluée la moins-disante et réunissant les critères de qualification. Cette conclusion ne reflète pas fidèlement le contenu du rapport d'évaluation qui recommandait la signature de contrats avec des services médicaux dans trois régions ;

- l'examen du dossier de marché a permis de noter que les lettres d'information des candidats non retenus ne mentionnent pas les motifs du rejet et qu'aucune d'elle n'a été transmise à son destinataire. Ce manquement aux prescrits de l'article 78.2 du CMP et de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, est de nature à priver les candidats évincés de leur droit d'exercer un recours éventuel ;
- nous avons noté que la lettre de notification est datée du 4 juin 2013 alors que l'accusé de réception mentionne le 4 mai 2013. Il convient de veiller à la cohérence des informations mentionnées dans les documents de la passation des marchés ;
- nous avons également noté que lors la notification d'attribution, l'ANA, suivant les recommandations du rapport d'évaluation, avait demandé à ASKIA d'agréer des structures médicales et des pharmacies dans les régions de Fatick, Kolda et Sédhiou, requête à laquelle ASKIA ASSURANCE a accédé. En procédant ainsi, l'ANA a violé le principe d'égalité de traitement des candidats et le principe d'intangibilité des offres car il s'est agi de rendre l'offre d'ASKIA conforme aux exigences du DAC ;
- l'examen du contrat a permis de noter qu'il comprend un modèle de calcul d'un coefficient d'actualisation qui ne figurait pas dans le contrat annexé au DAC. Il s'y ajoute que, ni les taux de pondération, ni les indices retenus ne sont précisés dans le DAC et dans le contrat. Il y'a lieu d'être précis dans le DAC dans la définition des modalités d'actualisation des offres entre la date limite de validité des offres et la date de démarrage des prestations.

**DRP N° 476/MEDD/ANA/DG/SPM/as ACQUISITION DE DEUX (02) UNITES DE FABRIQUES D'ALIMENT DE POISSON - SOPRODEL SARL - 12.036.000 F CFA TTC**

La Société PRODHAM THIEMA a apporté des modifications sur son offre financière, en violation de l'article 69 du CMP qui stipule, qu'en dehors des erreurs purement arithmétiques, découvertes au cours de l'examen des offres, aucune modification des offres ou des prix, ne peut être

demandée, offerte ou autorisée.

Des écarts importants sont notés entre les dates de notification de rejet des offres des candidats évincés et celles des accusés de réception.

La publication du marché sur le site des marchés publics n'a pas été faite en violation des dispositions de l'article 78.3.(b) du CMP qui stipule que l'Autorité contractante doit communiquer à l'Organe chargé du contrôle des marchés publics, qui assure la collecte et l'analyse des données ainsi que l'établissement des statistiques sur les marchés publics, la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire ainsi que la nature et le montant du marché.

**DRP N° 485/MEDD/ANA/DG/SPM/as : ACQUISITION D'EQUIPEMENTS POUR LES BASSINS DE DEGORGEMENT DE JOAL - EATS Sarl - 3.525.479 FCFA**

- l'examen du rapport d'évaluation a permis de noter que l'offre d'E.A.T.S Sarl n'avait pas pris en compte les 100 cageots requis dans le bordereau des quantités annexé au DAC. En poursuivant l'évaluation de cette offre, la Commission des Marchés a de facto considéré que cette omission n'était pas substantielle et n'altérerait pas la consistance de l'offre. Elle a ainsi procédé à l'ajustement de l'offre d'EATS sur la base du prix le plus élevé proposé par le second candidat (ETABLISSEMENT TIVAOUANE ELECTRIQUE) pour cet article (5 000 F CFA par cageot). A notre avis, cette omission est substantielle puisque sa contre-valeur est supérieure à la marge de fluctuation de + ou - 15% généralement admise dans les DAC au regard du montant auquel le marché a été attribué ; il s'y ajoute que dans le cas d'un marché à prix global et forfaitaire, le prix des articles omis est censé être compris dans les prix des autres articles. Ainsi, l'ajustement opéré par la Commission des Marchés n'est pas justifiée.
- l'Autorité Contractante ne s'est pas conformée à son obligation de transmission des informations relatives à l'attribution de cette DRP à la DCMP pour publication d'un avis d'attribution dans le site des marchés publics conformément aux dispositions de l'article 78-3-b) du CMP.
- le contrôle de l'exécution du marché a permis de noter qu'il a fait l'objet d'un ajournement par lettre en date du 18 novembre 2013 suite à l'incapacité, pour le titulaire du marché, de livrer les pompes saumâtres immergées de 10 mètres-cubes heures de type solaire requises dans le Dossier d'Appel à la Concurrence. Nous avons noté par ailleurs que l'offre du titulaire qui a été retenue par la Commission des Marchés porte plutôt sur des pompes de type classique en lieu et place des pompes immergées ci-avant mentionnées. Au regard de cette

divergence majeure, l'offre d'EATS aurait dû être rejetée au stade de l'examen préliminaire et non admise pour examen détaillé car non conforme aux spécifications techniques requises dans le DAC. Par ailleurs, la décision d'ajournement prise par la Personne Responsable des Marchés constitue une violation des dispositions de l'article 130 du CMP qui indique que l'ajournement doit être la résultante d'un manquement de l'Autorité Contractante à ses obligations rendant le démarrage ou la poursuite de l'exécution du marché par le titulaire impossible.

Le candidat non retenu n'a pas été informé du rejet de son offre dans les conditions prescrites par les dispositions du CMP.

**DRP N° 347/MEDD/ANA/DG/SPM/as TRAVAUX DE REHABILITATION DU HANGAR ET DU LABORATOIRE DE L'ECLOSERIE DE RICHARD-TOLL – EKMB - 11.481.660 F CFA TTC – Avenant - 3 766 560 F CFA TTC**

Le tableau de l'examen préliminaire ne reflète pas l'application des dispositions de l'article 68 du CMP. En effet, les critères contenus dans le tableau du rapport d'analyse ne sont pas ceux des articles 43 et 44 prescrits par l'article 68 et qui permettent de pouvoir vérifier la recevabilité des candidatures et le respect des obligations par rapport à la production des pièces administratives et de leur validité au regard de l'article 45.

Les critères mentionnés dans le tableau d'évaluation de la conformité des offres ne sont pas ceux définis préalablement dans la DRP en application des dispositions de l'article 59 du CMP.

L'Entreprise MAOUDO ET FRERES a bien mentionné au niveau de son devis quantitatif et estimatif ce qui suit « Démolition du Pan de mur pour extension du laboratoire, carrelage et jambage de paillasse sur 6 cm » alors qu'il est mentionné dans le cahier des charges : « Démolition du Pan de mur pour extension du laboratoire, carrelage et jambage de paillasse sur 6m ». Mais la commission aurait pu lui adresser une demande d'éclaircissements, avant le l'évincer et passer au second moins disant, du moment que son offre était la moins disante en terme de prix proposé (9.271.732 F CFA TTC) avec une conformité à 100% par rapport à l'article 9 du cahier des charges portant spécifications techniques. Cette manière de procéder est contraire au principe d'économie.

La publication de l'attribution du marché sur le site des marchés publics n'a pas été faite en application des dispositions de l'article 78.3.(b) du CMP.



La notification de l'attribution provisoire et l'information des candidats non retenus est intervenue le 10 juillet 2013 alors que le PV d'attribution a été signé le 27 juin 2013. Cette information des candidats non retenus doit intervenir dès après l'établissement du procès-verbal d'attribution, conformément à l'article 78.2 du CMP.

**DRP N° 472/MEDD/ANA/DG/SPM/as REHABILITATION DES STATIONS PISCICOLES DE RICHARD TOLL ET DU PONT EMILE BADIANE DE ZIGUINCHOR T-DT-009 - ENTREPRISE TINE ET FRERES - 4.624.161 F CFA TTC**

Le tableau de l'examen préliminaire ne reflète pas l'application des dispositions de l'article 68 du CMP. En effet, les critères contenus dans le tableau du rapport d'analyse ne sont pas ceux des articles 43 et 44 prescrits par l'article 68 et qui permettent de pouvoir vérifier la recevabilité des candidatures et le respect des obligations par rapport à la production des pièces administratives et de leur validité au regard de l'article 45.

Les critères mentionnés dans le tableau d'évaluation de la conformité des offres ne sont pas ceux définis préalablement dans la DRP en application des dispositions de l'article 59 du CMP.

Le lot N°2 relatif au marché de Réhabilitation de la station piscicole du Pont Emile BADIANE à Ziguinchor a été déclaré sans suite, le montant de l'offre étant de loin supérieur au montant estimé du marché. Cependant, l'avis de la DCMP n'a pas été requis, en violation de l'article 65 du CMP.

En outre, dans le cas d'un marché alloti où les lots peuvent être localisés à des endroits différents, comme c'est le cas ici où les travaux ciblés sont dans deux régions différentes, il serait plus indiqué, dans le cas d'une DRP relative à des travaux, de faire faire les devis par les structures bénéficiaires, de localiser les entreprises à consulter, et d'exiger aux éventuels soumissionnaires d'effectuer la visite du chantier à réhabiliter. Ces mesures préalables pourraient contribuer à éviter des telles erreurs d'appréciation qui conduisent à des annulations de marchés mais surtout diminuer les coûts de transports de matériels qui gonflent souvent les offres des soumissionnaires. En application de cet article 5 alinéa 2, l'Autorité contractante peut faire appel à la collaboration de services techniques dépendant d'autres Administrations ou d'homme de l'art, en vue de la réalisation des études préalables et l'établissement des projets de marchés.

Une confusion a été notée entre la notification de l'attribution provisoire et celle de l'attribution définitive qui sont intervenues à la même date que l'attribution provisoire (03 octobre 2013), alors que la notification définitive ne peut intervenir qu'après la signature du marché.

## **SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES**

### **AOO**

Veiller à l'application des dispositions de l'article 38 du CMP qui donnent à la commission de passation des marchés, la possibilité de faire participer à ses travaux, avec voix consultative, tout expert choisi en fonction de ses compétences particulières. Cela contribuerait à éviter des retards dus, le plus souvent, à des erreurs dans la définition des spécifications techniques, au moment de l'élaboration du DAO et, in fine, à l'évaluation.

Veiller à mentionner l'information, sur le nombre de prestataires ayant retiré le DAO, pour permettre d'apprécier l'étendue de la publicité et de valoriser le produit de la vente des DAO ;

Veiller à mentionner les dates de délivrance et d'expiration des pièces administratives pour permettre aux auditeurs d'en apprécier la validité ;

Se conformer aux dispositions de l'article 44.3 du CMP sur le délai accordé aux candidats pour compléter leurs offres ;

Veiller au respect des dispositions de l'article 67.4 du CMP, sur la transmission du PV d'ouverture des plis, aux soumissionnaires ;

Se conformer aux dispositions de l'article 83.3 du CMP, sur l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres et la restitution de leurs garanties de soumission ;

Veiller au respect des dispositions de l'article 85 du CMP, sur la publication de l'attribution définitive du marché, quinze (15) jours après la notification de l'attribution définitive ;

Veiller à l'application des dispositions de l'article 29 du CMP, sur les seuils pour le choix des autorités d'approbation.

### **DRP**

Se conformer aux dispositions de l'article 5 du CMP, sur la définition des besoins ;

Veiller au respect des dispositions du Code des Marchés Publics sur la date d'entrée en vigueur du contrat ;

Veiller à la cohérence des clauses relatives aux pénalités de retard au système de fonctionnement de la police d'assurance ;

Veiller à déterminer clairement les critères d'inscription dans la base de données fournisseurs et sa mise en œuvre par une commission régulièrement constituée pour la mise à jour régulière de ladite base de données ;

Veiller à la vérification de la validité des pièces administratives au regard des dispositions de l'article 45 du CMP, à l'ouverture des plis ;

Se conformer aux dispositions de l'article 59 sur la conduite de l'évaluation des offres sur la base des critères d'évaluation définis ;

Veiller à la cohérence entre la conclusion du procès-verbal d'attribution et le contenu du rapport d'évaluation ;

Veiller au respect des dispositions de l'article 69 relatives à l'intangibilité des offres et au respect de l'article 2 des dispositions générales de la Directive N° 04/2005/CM/UEMOA, portant procédure de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics, sur le principe d'égalité de traitement des candidats ;

Se conformer aux dispositions de l'article 78.2 du CMP et de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, sur l'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ;

Veiller au respect des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011, portant code des marchés, en transmettant le procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication ;

Veiller à ne pas introduire dans le contrat un coefficient d'actualisation, des taux de pondération et des indices non précisés dans le DAC et être précis dans ce dernier dans la définition des modalités d'actualisation des offres entre la date limite de validité des offres et la date de démarrage des prestations ;

Se conformer aux dispositions de l'article 35 du CMP, sur les prérogatives de la commission des marchés, au sein de l'autorité contractante ;

Veiller à établir les devis à la fois descriptif et quantitatif des réparations de véhicules indiquant de manière précise, sur la base d'un diagnostic

avisé, les réparations à effectuer sur les véhicules des services demandeurs ;

Se conformer aux dispositions de l'article 69 du CMP qui prohibe la modification des offres ;

Veiller à éviter la confusion entre l'omission de prix et l'omission d'articles, lors de l'évaluation des offres ;

Appliquer les dispositions de l'article 38 du CMP en vue de procéder à l'évaluation des offres dans des conditions pouvant garantir la conformité des offres au besoin réellement exprimé par l'Autorité contractante, en ayant recours à des experts.

**SECTION 5**  
**SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES**

**NON APPLICABLE**

**SECTION 6**  
**STATISTIQUES DES ANOMALIES**

**TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

<b>Description</b>	<b>AAO N° F- DAF- 012</b>	<b>DRP N° F-DAF-015</b>	<b>DRP N° 306/MED/ANA/DG/SP M/s</b>	<b>DRP N° 476/MEDD/ANA/DG/S PM/as</b>	<b>DRP N° 486/MEDD/ANA/DG/S PM/as</b>
<b>Nature</b>	Acquisition de véhicules en deux lots	Sélection d'un prestataire pour la couverture d'assurance maladie	Réparation de véhicules	Acquisition de deux (02) unités de fabriques d'aliment de poisson	Acquisition d'équipements pour dix (10) parcs ostréicoles
<b>Attributaires</b>	- Lot 1 CFAO MOTORS SENEGAL  - Lot 2 : LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE	ASKIA ASSURANCES	GARAGE FEMME AUTO	SOPRODEL SARL	ABF DISTRIBUTION
<b>Montants en F CFA TTC</b>	<b>Lot 1 : 54.880.000</b>  <b>Lot 2 : 43.765.020</b>	<b>25.739.700</b>	<b>1.544.365</b>	<b>12.036.000</b>	<b>7.298.300</b>
Article 29 relatif à l'Autorité d'approbation	✓				
Evaluation non faite sur la base de critères établis dans le DAO (Article 59 du CMP)		✓	✓	✓	✓
Article 83.3 relatif à l'information des	✓				



candidats éliminés et la restitution des garanties de soumission					
Article 85 relatif à la publication de l'attribution définitive	✓				
78.2 relatif à l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues		✓		✓	✓
Article 78.3.(b) relatif à la publication du marché sur le site des marchés publics.		✓		✓	✓
Circulaire N° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP			✓		
Non exhaustivité de l'archivage des documents	✓		✓		

Description	DRP N° 485/MEDD/ANA/SPM/as	DRP N° 347/MEDD/ANA/SPM/as	DRP N° 472/MEDD/ANA/SPM/as
<b>Nature</b>	Acquisition d'Equipements pour les bassins de Dégorgement de Joal	Travaux de réhabilitation du Hangar et du Laboratoire de l'Ecloserie de Richard-Toll	Réhabilitation des stations piscicoles de Richard-Toll et du Pont Emile Badiane de Ziguinchor
<b>Attributaires</b>	EATS SARL	E.K.M.B	ENTREPRISE TINE ET FRERES
<b>Montants en F CFA TTC</b>	<b>3.525.479</b>	<b>12.922.220</b>	<b>4.624.161</b>
Article 5 relatif à la mauvaise préparation des marchés/Besoins non évalués avec exactitude	✓		✓
Article 59 du CMP relatif à l'évaluation sur la base de critères établis dans le DAO	✓	✓	✓
Article 68 relatif à la recevabilité des candidatures	✓		✓
78.2 relatif à l'information des candidats dont les offres n'ont pas été retenues		✓	
Article 78.3.(b) relatif à la publication du marché sur le site des marchés publics.	✓	✓	✓
Circulaire N° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓		✓

## **7. ANNEXES**

## **7.1 LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE**



Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 25 juin 2015

**Monsieur le Directeur Général  
de l'Agence Nationale de  
l'Aquaculture  
(ANA)**

**Objet :** Transmission du Rapport Provisoire de la mission de Revue Indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2013

**Monsieur le Directeur Général,**

Nous vous prions de trouver ci-joint la version provisoire du rapport de la mission en objet pour examen en vue de la tenue d'une séance de travail, à votre convenance, au cours de la semaine du 29 juin au 3 juillet 2015.

Vos commentaires et observations sont attendus dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Veuillez agréer, **Monsieur le Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.



**Ibra Guèye  
Directeur-Associé**

## **7.2 REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**

**PAS DE REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**